

Ambassade de Suisse, Paris

Réf.: 331.1

Date: 14 JUIN 1991

à BOC
date 14.6.91
visa

VISITE DE MITTERRAND

Dieu au paradis

Locarno ou pas: la visite du président français a suscité des tensions entre Flavio Cotti et René Felber.

Face à la météo, même un président de la Confédération ne fait pas le poids. Un orage aura suffi, vendredi, pour que Flavio Cotti sorte perdant de la guéguerre qu'il livrait depuis deux semaines à René Felber à propos de la visite en Suisse de François Mitterrand. «Il y a bien eu des tensions entre les deux départements», confirme un fonctionnaire. En clair: en janvier, lors de son voyage à Paris, Cotti avait invité Mitterrand à visiter la Suisse italienne. Inacceptable pour Felber: les relations internationales, c'est son truc à lui. Déjà qu'il a été en partie dessaisi du dossier européen au profit de Jean-Pascal Delamuraz: qu'on ne lui subtilise pas maintenant ce qu'il lui reste de compétences.

Mitterrand ayant accepté l'invitation, il était trop tard pour faire machine arrière. Mais le Neuchâtelois pouvait encore faire un petit croche-pied à Cotti en écartant Locarno, sa ville natale, du programme de la visite. Le programme distribué il y a dix jours ne mentionnait que Lugano.

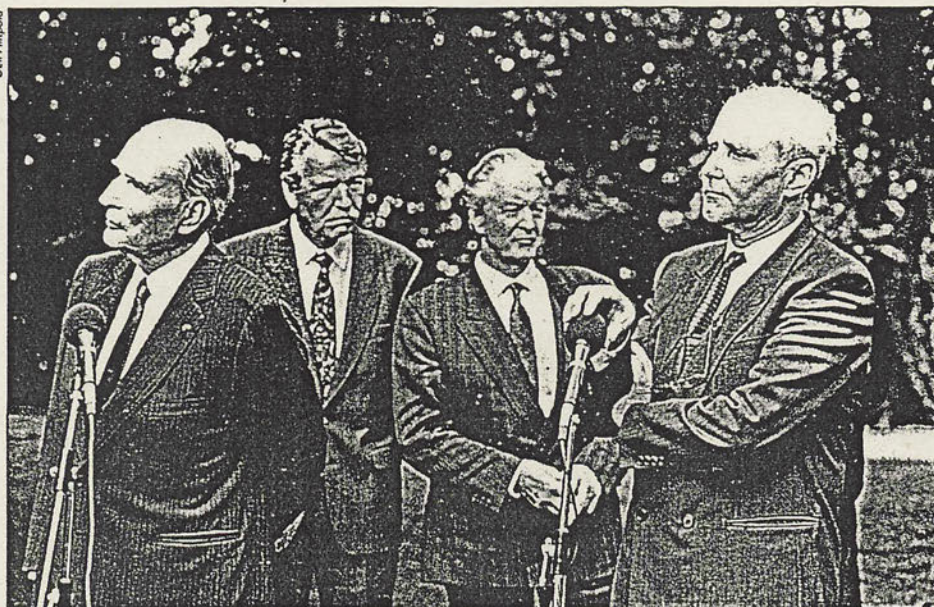
Ce n'est qu'à la toute dernière minute que Cotti a trouvé une astuce historique pour imposer le passage par Locarno: il y a soixante-six ans, un premier ministre français — socialiste et européen comme Mitterrand — avait participé à Locarno, avec Chamberlain l'Anglais, Stresemann l'Allemand et Mussolini l'Italien, à une conférence de paix. C'est à cette occasion qu'on a parlé pour la première fois un «langage européen», selon les mots du même Aristide Briand, qui avait suggéré l'élargissement de la politique de sécurité inaugurée à Locarno à tous les pays du continent et une intégration européenne plus poussée. Du point de vue symbolique, l'argument de Cotti était solide: Mitterrand, ce «grand maître penseur du futur

de l'Europe» (Cotti), devait suivre les traces d'Aristide Briand, même pour une petite demi-heure.

Tout était prêt: hélicoptères, police, barrières, livre d'honneur ouvert sur une page blanche. Le ciel s'étant chargé de clouer les hélicos au sol, Mitterrand est reparti pour Paris sans passer par Locarno. Le bronzage de Felber paraissait d'or tant il rayonnait.

En fait, que venait faire Tonton en Suisse? Accompagné par son ministre des Affaires étrangères Roland Dumas et par une délégation d'une dizaine de personnes, il a rencontré à huis clos Cotti, Felber et Delamuraz pendant un peu plus d'une heure. Au centre des dis-

On a néanmoins de la peine à croire que Mitterrand ait fait le voyage du Tessin avec une telle délégation uniquement pour visiter une expo chez Thyssen et pour échanger des vues amicales sur l'Europe et sur sa vision d'une grande Confédération européenne de l'Atlantique à l'Oural. Regardez le calendrier. Le 26 mars, Michel Rocard, alors premier ministre français, visite la Suisse en grand commis de l'industrie aéronautique de son pays. Le 10 mai, la presse suisse est inondée de publicité payante selon laquelle «l'achat d'un avion de combat doit renforcer la position de la Suisse dans ses justes exigences vis-à-vis de l'Europe». Vendredi, le 7 juin, c'est



Dans le dos de Tonton, la guéguerre Cotti-Felber a fait rage

cussions, officiellement, l'Europe. «J'ai écouté les problèmes et les intentions des Suisses, et on m'a demandé mon avis sur un certain nombre d'évolutions et de structures européennes, que je connais bien puisque je les vis. Mais je me suis bien gardé de donner des conseils», a affirmé le président des Français. Est-ce que vous souhaitez une participation de la Suisse à la CE? a insisté quelqu'un: «Je ne dirais pas que je souhaite que la Suisse entre dans la CE. Je dirais que la Suisse est dans l'Europe et je souhaite que l'Europe s'organise.» En privé, toutefois, lors du repas officiel sans journalistes, Mitterrand a quand même exprimé son opinion: «L'Europe peut vivre sans la Suisse, mais je ne crois pas que l'inverse soit aussi vrai», aurait-il dit.

Mitterrand qui, accompagné, entre autres personnalités, par le colonel Meyer, rencontre les autorités suisses, alors que le même jour Felix Wittlin, chef de l'armement au DMF, affirme à la radio alémanique que le coût du Mirage n'est pas «tellement différent» de celui du F-18 américain. Ce qui revient à remettre l'avion français dans la course. A l'heure de la «nécessité absolue» (Cotti) qu'a la Suisse de se rapprocher de l'Europe, les Français semblent mettre les bouchées doubles pour en profiter.

On imagine très mal François Mitterrand en courtier de Dassault. «Il est le président des Français, pas un vulgaire marchand de canons», s'est exclamé René Felber. Mais sait-on jamais? ■

Bruno Giussani



BPF
JAC
SRU
SIN
KSG
IV
HHG
CJ
Paris